

Après le congrès du parti socialiste :

LE C.E.R.E.S. DANS L'OPPOSITION

« Ainsi, quelquefois le scrupule me saisit qu'après tout, peut-être, le C.E.R.E.S. n'a fait qu'aider à restaurer la social-démocratie, mettre une couche de peinture sur un banc vermoulu... »

Jean-Pierre Chevènement

« Le vieux, la crise, le neuf » p. 68

Le récent congrès du Parti socialiste a mis en évidence la progression du « courant de gauche » de la social-démocratie : le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (C.E.R.E.S.) représentait moins de 5 % des mandats au congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969. Il passe à 8,5 % à Epinay en 1971, 21 % à Grenoble en 1973, 25,5 % à Pau en 1974. Il est majoritaire dans 13 fédérations (1), atteint 50 % des voix dans 3 fédérations (2), dépasse 35 % dans 30 autres... Encore faut-il évaluer à sa juste mesure cette expansion. Elle s'est effectuée après le congrès de Grenoble, malgré des conditions nettement défavorables. Dans son effort pour supplanter le P.C. comme « premier parti de France », la direction du P.S. ne recule devant aucune audace verbale. Lors de la préparation du congrès de Pau, le C.E.R.E.S. a dû se démarquer d'un texte à tonalité « de gauche ». Ce texte bénéficiait du soutien prestigieux de François Mitterrand, « principal artisan du renouveau socialiste », selon le C.E.R.E.S. lui-même. Enfin le C.E.R.E.S. s'est trouvé concurrencé comme porte-parole de la gauche, après les « Assises pour le socialisme », par

l'afflux des bataillons d'Edmond Maire et de Michel Rocard.

Malgré ces conditions difficiles, le C.E.R.E.S. a franchi le cap du quart des mandats. Ce score sous-évalue la force réelle qu'il représente au sein du parti.

Les mandats des fédérations sont calculés en effet par rapport au nombre des cotisants. Dans bien des fédérations, notamment dans les fédérations de vieille tradition social-démocrate, un grand nombre de ces « cotisants » ne correspond pas à des militants, ni même à des adhérents. Ce sont les « obligés » des élus locaux : employés municipaux, retraités des hospices, bénéficiaires d'une H.L.M., assistés de la mairie, etc. A Marseille, tout ce petit peuple de clients est drainé (en taxi !) avant chaque congrès pour plébisciter Gaston et son équipe... Pour arrondir les comptes, on n'hésite pas non plus à faire voter les morts et les revenants. Les caves de la fédération de Paris regorgent d'exemplaires du *Poing et la*

(1) Essonne, Ile-et-Vilaine, Loire, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Paris, Haut-Rhin, Haute-Savoie, Savoie, Territoire de Belfort.

(2) Hautes-Alpes, Cantal, Yonne.

Rose (bulletin intérieur auquel tout adhérent est automatiquement abonné), retournés à l'expéditeur avec la mention « inconnu à l'adresse indiquée »... Si l'on tient compte de la masse des adhérents fictifs et des pseudo-militants dont se prévalent les fiefs traditionnels de la social-démocratie (les trois fédérations du Nord, du Pas-de-Calais, des Bouches-du-Rhône revendiquent à elles seules environ un tiers des adhérents recensés), on doit reconnaître que le poids du C.E.R.E.S., au niveau national, pèse plus lourd que ce que disent les chiffres. D'autant plus que la proportion de militants, par rapport aux adhérents, est nettement plus élevée au C.E.R.E.S. que dans le reste du parti ; et qu'un grand nombre de ces militants sont des militants ouvriers gagnés récemment dans la C.F.D.T.

L'éviction du C.E.R.E.S. du secrétariat national, n'en déplaît à *L'Humanité*, ne traduit pas un glissement à droite du Parti socialiste. Glissement par rapport à quoi d'ailleurs, par rapport à quand ? A la campagne présidentielle de François Mitterrand, chaudement soutenue, malgré son cours hyper-droitier, par le Parti communiste ? La ligne définie à Epinay a été au contraire nettement réaffirmée. Mitterrand aurait fort bien pu intégrer certains des 21 amendements déposés par le C.E.R.E.S., en vue de la « synthèse », et reconduire l'alliance d'Epinay. S'il en a décidé autrement, s'il a choisi la rupture, c'est parce qu'il s'est rangé à l'avis de la majorité des notables socialistes, signataires de sa motion : dans le contexte politique actuel, le C.E.R.E.S. tire un maximum de profit de son double jeu : se présentant à la fois comme l'ami le plus sûr de François Mitterrand et l'ennemi le plus ferme des caciques sociaux-démocrates, il gagne sur tous les tableaux : sa participation au secrétariat national, à des postes clés de responsabilité (entreprises, idéologie...) lui confère autorité dans le parti et poids dans l'appareil. Son statut de « tendance de gauche » lui permet une attitude violemment oppositionnelle à la base (le fameux « comportement fractionnel » dénoncé sur tous les tons au congrès).

Pour contenir et refouler la progression du C.E.R.E.S. — objectif essentiel au maintien des équilibres au sein du parti, comme de son image de marque dans l'opinion —, la meilleure solution, disent les notables, est son éviction du secrétariat national. Outre qu'elle le pri-

ve des « facilités » que confère dans un parti bureaucratique le contrôle de certains leviers de commande, elle signifie à tous les militants que la trêve est terminée, le premier secrétaire ayant en personne détérré la hache de guerre...

Au sein des syndicats, mais aussi, peu à peu, dans les localités, voire dans certains secteurs de la jeunesse, les militants révolutionnaires se trouvent confrontés à cette gauche désormais oppositionnelle du Parti socialiste. Ils doivent apprendre à la connaître...

« Le maillon le plus faible »

Les dirigeants du C.E.R.E.S. ont adhéré à la S.F.I.O. en 1964, au moment même où se formait la génération qui allait faire Mai 1968, contre les partis ouvriers traditionnels. Il est vrai que, jusqu'à la veille de la grève générale, ces dirigeants partagent une vision fort pessimiste des potentialités révolutionnaires des masses dans les pays capitalistes avancés. En juin 1967, Jean-Pierre Chevènement écrit dans *Combat* : « ... Peu à peu, un profond pessimisme social, encouragé par les théories alimentaires de la société industrielle, descend sur ce qu'il reste de l'intelligence française. L'Europe semble s'organiser comme une vaste aire de digestion communautaire. Le monde où nous vivons, s'il crée des révoltes épidermiques, névrotiques ou pileuses, ne crée plus guère de révolutionnaires (1) ». Dès cette époque, l'idée de base du C.E.R.E.S., c'est que, dans un pays de vieille civilisation comme la France, il faut tenir le plus grand compte du poids des traditions. Les grands partis politiques incarnent un enracinement profond, d'innombrables réseaux, lentement créés par le temps et les habitudes, par l'action des générations successives...

Il en va de ces partis comme des astres morts : ils brillent longtemps encore après s'être éteints ; ils peuvent être complètement dégénérés, sclérosés, inactifs, ils n'en conservent pas moins longtemps leur influence diffuse. Leur fonds de commerce électoral ne se déprécie que lentement. « On aurait pu croire, écrivent en 1969 les dirigeants du C.E.R.E.S., que le Parti radical périrait avec la Troisième République dont il fut le fossoyeur. Ce vieil abcès continue de puruler : suffisamment décrépit pour ne plus agir ; suffisamment vivant pour demeurer nocif.

(1) Cité dans *Le vieux, la crise, le neuf*, p. 48.



La S.F.I.O. est aussi de ces increvables malades. Son électorat a eu beau se rétrécir, il est resté suffisant pour en faire l'épine dorsale de tout regroupement actuel de la gauche (1) ». Ainsi est-il vain de chercher à construire à la manière du P.S.U. un parti socialiste de toute pièce. Un tel parti n'aurait de chance de s'implanter que dans les villes nouvelles prévues pour l'an 2000 par le schéma directeur de la région parisienne. Il faut au contraire « greffer, sur l'héritage dont la S.F.I.O. constitue l'essentiel, l'espoir et le combat socialiste (1) ». Car si l'entreprise de captation de l'influence social-démocrate de l'extérieur est hasardeuse, le renouvellement du parti autour d'un projet socialiste est possible. En 1969, écrivent encore les dirigeants du C.E.R.E.S., « on ne peut appeler "appareil" ce qui en tient lieu à la S.F.I.O. Le nouveau parti est à prendre pour peu que quelques milliers de militants y soient résolus. Si nous croyions à la bureaucratie, nous pourrions dire que le Parti socialiste constitue le maillon le plus faible. C'est à partir de 1969 que se jouera la récupération du Parti socialiste ou son naufrage (2) ». Dès 1967, le C.E.R.E.S. a tracé les voies de cette « récupération » : l'expansion du salariat, la crise du stalinisme taillent une place pour un parti socialiste puissant. Cette place, la S.F.I.O. peut l'occuper si elle s'ancre résolument à gauche : l'union de toutes les forces populaires sur un programme d'action commun, telle est la démarche qui peut aboutir à la fois à la « reconquête socialiste du parti » et à la « transformation socialiste de la France »...

On n'évolue pas pendant dix ans dans un milieu aussi frelaté que la social-démocratie sans en interioriser les mœurs. La pratique du double langage n'épargne pas le C.E.R.E.S. : ses dirigeants se présentent eux-mêmes comme des révolutionnaires sans préjugés ni complexes, « à la recherche d'une troisième voie oscillant entre le conseilisme, le réformisme révolutionnaire de la social-démocratie de gauche, et l'adaptation du léninisme aux conditions particulières des pays d'Occident dont témoignent, par exemple, les réflexions de Gramsci... (1) ». De la traction conseiliste, le C.E.R.E.S. retiendrait l'idéal autogestionnaire ; de la tradition de la gauche socialiste des années 1960 (Magri, Trentin, Foa), la

stratégie des réformes de structures anticapitalistes ; de la tradition léninogramscienne, les tactiques de conquête de l'hégémonie et de cristallisation d'un front de classe...

Plus qu'un éclectisme, ces références constituent surtout un rideau de fumée. Elles parent d'oripeaux chatoyants une orientation sans grand rapport avec le marxisme révolutionnaire, ni même avec le centrisme de gauche. En réalité, le C.E.R.E.S. partage à peu près toutes les conceptions stratégiques du réformisme de gauche : conception électoraliste de la conquête du pouvoir ; conception gradualiste de la période de transition au socialisme ; conception légaliste de la démocratisation de l'Etat. Certes, le C.E.R.E.S. donne à ces vieilles lunes une forme élaborée. Chacun de ses textes est régi par la méthode du « balancement circospect », enseignée aux énarques : on avance le « pour », puis on soupèse doctement le « contre »... pour conclure finalement que, tout aléatoire qu'il soit, le « pour » est tout de même jouable...

Passage pacifique et démocratique au socialisme

Tout conseilistes et gramsciens qu'ils soient, les dirigeants du C.E.R.E.S. ne conçoivent pas du tout la prise du pouvoir comme aboutissement d'une épreuve de force frontale, limitée dans le temps, entre le pouvoir bourgeois concentré dans l'appareil d'Etat, et le pouvoir prolétarien, incarné par les conseils d'entreprise, d'établissements, de casernes et de localités. Comme toute stratégie réformiste, la stratégie du C.E.R.E.S. occulte le problème de la crise révolutionnaire, de l'explosion généralisée de luttes engendrant la dualité de pouvoir. Elle récuse toute conception de conquête révolutionnaire du pouvoir à la faveur d'une telle crise. La seule voie réaliste et praticable est la conquête électorale du pouvoir par la gauche unie (1). Ceci posé, les dirigeants du C.E.R.E.S. s'empressent de répertorier les facteurs défavorables à une transition pacifique au socialisme en France : fragilité de l'économie, environnement international, caractères propres à l'appareil d'Etat français, hypercentralisé et accaparé par la mafia U.D.R. Ils constatent mélancoliquement qu'il n'existe pas dans le

(1) Jacques Mandrin : *Socialisme ou social-médocratie*, p. 12.

(2) Jacques Mandrin : *Idem*, p. 163-4.

(1) Jean-Pierre Chevènement : *Le vieux, la crise, le neuf*, p. 164.

monde d'exemple de transition pacifique au socialisme réussie. Tout cela pour finalement conclure qu'en France « l'hypothèse d'une transition sans guerre civile sinon sans affrontement, hypothèse dite du passage pacifique au socialisme, peut s'appuyer sur des considérations non dénuées de pertinence : un capitalisme avancé, un salariat fortement majoritaire, un niveau culturel élevé, une tradition démocratique ancienne, un respect nouveau de la vie (sic), une situation géopolitique au cœur de l'Europe, et une position diplomatique équidistante des hégémonies rendant leur intervention improbable (2) ».

Certes, cette perspective n'exclut pas des affrontements et des épreuves de force. De telles épreuves auront lieu chaque fois que le processus de transition pacifique au socialisme sera enrayé et qu'il faudra le débloquer par des coups de pouce extra-parlementaires... Les masses se mobiliseront alors pour défendre le gouvernement. Et leur victoire sur la réaction permettra la mise en route d'un nouveau train de réformes.

Cette conception du passage pacifique et démocratique au socialisme induit comme toujours une stratégie électoraliste. Non pas parce qu'elle accorde une grande importance aux élections et à leurs résultats — ce qui est parfaitement légitime, la lutte électorale constituant une dimension et un terrain essentiels de la lutte des classes. Mais parce qu'elle affirme qu'au moyen des élections on peut conquérir le pouvoir, et que c'est même le seul moyen de conquête du pouvoir praticable en France. De cette assertion fautive — on peut conquérir le pouvoir par la mobilisation des masses et toute victoire électorale est précaire si elle n'est pas « transformée » par une telle mobilisation —, il découle une conséquence bien connue : puisque la voie électorale est la seule voie d'accès au socialisme, il est logique de privilégier le terrain de la lutte électorale, de subordonner à la tactique et aux objectifs électoraux toute autre considération. Et en particulier, la tactique des luttes. C'est pourquoi, s'il se déclare dans les textes partisan du contrôle ouvrier, le C.E.R.E.S. s'engage fort peu dans les entreprises dans des actions de contrôle propagé par le fait l'idée et la pratique du contrôle ouvrier.

(1) Cf. « Rapport au 8^e colloque du C.E.R.E.S. Juillet 1974 », *Frontière* no 18, p. 24.

(2) Cf. *Frontière* no 15 : « L'Etat et la révolution autogestionnaire », p. 6.

C'est pourquoi, s'il se proclame dans les textes partisan de l'autogestion, il se garde bien, dans les entreprises, de promouvoir, lors des luttes, l'auto-organisation ouvrière (assemblées générales souveraines, comités de grève élus et révocables à tout moment, etc.). C'est pourquoi encore, s'il s'affirme partisan d'une démocratisation de l'armée, le C.E.R.E.S. se garde bien de lutter concrètement pour le syndicat des soldats, etc.

La démocratisation de l'Etat

Avec les réformistes, le C.E.R.E.S. partage aussi l'objectif de la démocratisation de l'Etat bourgeois : il ne s'agit pas de briser cet Etat au point culminant de la crise révolutionnaire, pour lui substituer un autre type d'Etat, l'Etat ouvrier, fondé sur la démocratie des conseils. A cet égard, les dirigeants du C.E.R.E.S. sont on ne peut plus clairs :

« Les conseils, écrivent-ils, visent généralement à s'arroger tout le pouvoir en le déniait plus ou moins aux organes de l'Etat aussi bien qu'aux organisations ouvrières traditionnelles. S'il ne faut pas refuser le rôle d'impulsion et de stimulant de ces organes de pouvoir surgis de l'affrontement, bien évidemment nous ne pouvons accepter leur érection en pouvoir de substitut. Chacun sait ce que recouvre le mot d'ordre : " Tout le pouvoir aux soviets. " Cela signifie que le pouvoir en dernière analyse revient au parti qui manipulera le mieux le soviet, parviendra à exclure les autres et, enfin, confisquera pour lui seul l'expression de la volonté populaire... (1) »

Le problème n'est donc pas de substituer un type d'Etat à un autre. Le problème est bel et bien de réformer graduellement l'appareil existant, de façon à le neutraliser dans un premier temps, à le transformer ensuite en instrument adéquat de l'édification socialiste.

En quoi consiste cette démocratisation de l'Etat préconisée par le C.E.R.E.S. ? Pas plus que les directions du P.C.F. et du P.S., le C.E.R.E.S. ne remet fondamentalement en cause la Constitution de 1958, instituant « l'Etat fort ». Il se borne d'une part à appuyer les mesures démocratiques prévues par le Programme commun (abolition de l'article 16, abrogation des lois répressives les plus scandaleuses, retour au scrutin proportionnel, extension des

(1) *Frontière* no 15, p. 13.

libertés publiques, régionalisation...). L'application de ces mesures « abolirait l'autoritarisme centralisateur caractéristique de la situation actuelle »... D'autre part, le C.E.R.E.S. propose la démocratisation des divers secteurs de l'appareil d'Etat en place : « *Le gouvernement de la gauche devra très rapidement remplacer par des hommes sûrs les fondés de pouvoir placés par le régime précédent dans tous les postes clés, tels que les préfectures, les postes de direction les plus importants des administrations centrales et de certaines entreprises nationales... Habitue à s'adapter en fonction des forces en présence, l'administration, qui pour l'instant prête surtout l'oreille à la voix du capital monopoliste, sera certainement sensible alors à certaines revendications populaires* (1). » Les partis de gauche mettront sur pied des « organes de surveillance », qui compléteront l'action des commissions d'enquêtes parlementaires. Les fonctionnaires saboteurs seront ainsi démasqués et sanctionnés. Il s'agit d'épurer les sommets de l'appareil administratif en place, de renforcer ses procédures de surveillance afin de s'assurer de sa loyauté. Il ne s'agit en aucune façon de transformer radicalement cet appareil, dans ses structures, ses fonctions, ses personnels, dans le cadre d'un nouveau mode d'exercice du pouvoir, articulé sur la démocratie des conseils.

L'exemple de l'armée

Plus significatif encore est le projet de démocratisation de l'armée. Pour les révolutionnaires, l'armée de conscription n'étant pas imperméable à ce qui se passe dans le pays, il est possible de la neutraliser lors d'une crise révolutionnaire. Pour peu qu'il soit « travaillé » de longue date par le mouvement ouvrier et organisé de façon autonome par rapport à la hiérarchie militaire (en comités de soldats), le contingent peut fort bien refuser de marcher contre le peuple. Pour peu qu'il ne soit pas sûr de ses troupes et qu'il sente du côté du mouvement ouvrier une ferme détermination à barrer la route aux coups de force — détermination concrétisée par l'organisation d'une milice ouvrière armée —, le corps des officiers peut très bien se diviser, la majorité reculant devant « l'aventure »...

Une telle perspective implique une lutte opiniâtre pour la reconnaissance des droits démocratiques du contingent, lutte que doit prendre en charge non seulement le mouvement ouvrier, mais le contingent lui-même... Et une agitation permanente visant à implanter dans la classe ouvrière des traditions d'autodéfense.

L'orientation du C.E.R.E.S. est différente : même appuyée par une fraction du contingent, affirment ses porte-parole, le « peuple en armes » est absolument incapable de faire face à une armée moderne, épaulée par l'O.T.A.N. Il faut donc chercher à prévenir l'affrontement, tout faire pour gagner en bloc l'institution militaire. En clair, cela veut dire qu'il ne faut rien faire qui risque de pousser le corps des officiers dans les bras de la réaction. Or, c'est bien connu, ce qui défrise le plus la caste des officiers, c'est précisément le développement d'une activité politique du contingent — fatale à la « discipline » — et la constitution d'une milice populaire, brisant le monopole de l'armée. Donc, le C.E.R.E.S. repousse toute perspective de travail politique au sein du contingent et récuse le mot d'ordre d'armement du prolétariat (1). En feignant de croire, au passage, que les révolutionnaires posent le problème en termes militaires (milices ouvrières contre armée bourgeoise) et non en termes essentiellement politiques (milices ouvrières comme élément d'une politique d'ensemble visant à la division, à la paralysie et à la neutralisation de l'armée bourgeoise dans ses efforts de restauration).

Mais comment s'assurer de l'appui de l'armée bourgeoise prise en bloc ? Tout d'abord, répond le C.E.R.E.S., en restituant à la fonction militaire sa dignité et son prestige. La bourgeoisie, en effet, ne peut qu'abaïsser l'armée française : du fait de l'internationalisation du capital, elle n'a plus de politique étrangère réellement autonome. En conséquence, elle ne peut avoir non plus une politique de défense indépendante. « *Dans ce régime, écrivent les dirigeants du C.E.R.E.S., le destin peu glorieux de l'armée française ne peut plus*

(1) Certes, la crise l'institution militaire, de la société dans son ensemble, traverse également le corps des officiers et se reflète en son sein. Loin de traiter ce corps comme un bloc homogène et sans faille, les révolutionnaires entendent jouer à fond de ses contradictions. Mais en aucun cas ils ne sauraient sacrifier à cet objectif la perspective de l'organisation autonome des soldats et de la préparation des travailleurs à l'autodéfense.

être que de fournir des supplétifs à l'appareil militaire de l'impérialisme U.S. ou de pourchasser l'ennemi intérieur que la bourgeoisie nationale ou internationale lui aura désigné (1). »

La gauche unie au pouvoir, par contre, devra promouvoir une réelle défense tous azimuts. Elle est condamnée à se donner les moyens de défendre sa politique contre un environnement capitaliste hostile.

« Avec elle, la notion de défense nationale retrouve un sens. Il est aussi essentiel de le faire comprendre au plus grand nombre possible d'officiers et de sous-officiers de l'armée actuelle, que de les éclairer sur le dévoiement accéléré de l'institution militaire. La possibilité de transformer l'armée en profondeur en évitant d'exposer l'Union de la gauche au coup d'Etat ou en réduisant fortement d'avance ses chances de succès dépend pour une large part de cette prise de conscience. L'armée n'est pas imperméable aux perspectives du socialisme. Elle le sera d'autant moins que la gauche saura lui montrer que ces perspectives sont les seules qui impliquent et permettent une véritable politique de défense nationale (2). »

Outre cette restructuration de la fonction militaire, le C.E.R.E.S. préconise une série de réformes du service national, visant à lier étroitement l'armée et le peuple, sur le modèle suisse ou yougoslave... instruction militaire intensive de quelques mois, suivie de courtes périodes; mobilisation sur place; abrogation des brimades et des servitudes inutiles; transformation des modes de comportement, reconnaissance des libertés, etc. Toutes réformes octroyées par un gouvernement d'Union de la gauche digne de ce nom...

« Ce qui vaut pour l'armée, conclut le C.E.R.E.S., vaut a fortiori pour les autres corps de l'Etat : un puissant courant populaire créant d'entrée de jeu un rapport de force favorable dans le pays, la fusion du sentiment national et de la lutte anticapitaliste englobant l'idéologie institutionnelle des corps concernés et les poussant d'eux-mêmes à la fois dans leur propre sens et vers les solutions socialistes enfin — last but not the least — une série de réformes radicales touchant à l'anatomie même de l'appareil d'Etat bourgeois en vue de mettre en place une administration, une justice, une police fai-

sant corps non pas avec l'ancien régime mais avec le nouveau, tels sont les trois axes d'une politique visant à la transformation immédiate de l'appareil d'Etat (1). »

Une transition prolongée

Du réformisme de gauche également, relève la conception de la période de transition que développe le C.E.R.E.S. Cette période s'ouvre avec l'avènement du gouvernement d'Union de la gauche, appliquant le Programme commun.

Le C.E.R.E.S. propose une « lecture » maximaliste de ce programme, bien différente de celle de Mitterrand et de Marchais.

Contrairement à ce qu'affirment les économistes du P.C.F. eux-mêmes (2), les dirigeants du C.E.R.E.S. assurent que le projet de nationalisation prévu par le Programme commun ferait du secteur public le secteur dominant de l'économie française. Contrairement à ce qu'affirme Mitterrand — pour qui le « seuil minimum » des nationalisations est aussi un « seuil maximum » —, le C.E.R.E.S. signale à mi-voix et en clignant de l'œil, que la clause du programme prévoyant l'extension des nationalisations à la demande des travailleurs n'a pas été inscrite par hasard, etc.

Bref, selon le C.E.R.E.S., le Programme commun de gouvernement n'est pas la réponse tactique que les directions réformistes du mouvement ouvrier opposent à la radicalisation populaire, en vue d'accéder au pouvoir par les élections.

Il ne débouche pas sur le compromis et la collaboration de classes, comme l'affirment les révolutionnaires : il ouvre la voie au socialisme...

Son application par un gouvernement d'unité populaire marque une première redistribution du pouvoir : le peuple tient le gouvernement. Il exerce son contrôle à la base à travers ses organisations professionnelles et ses comités. La bourgeoisie tient encore pour l'essentiel l'appareil d'Etat. Elle contrôle un large secteur de l'économie. Le pays vit sous une espèce de dualité de pouvoir. Pour le C.E.R.E.S., la transition au socialisme

(1) *Frontière* n° 15, p. 11.

(2) ...Selon *Economie et Politique*, revue économique du P.C.F., après l'application du plan économique du Programme commun le secteur nationalisé emploierait 87 % de la population active, produirait 86 % de la production industrielle brute, contrôlerait 55 % de l'investissement...

(1) *Frontière* n° 15, p. 33.

(2) *Frontière* n° 13, p. 39.

couvrir la période pendant laquelle, progressivement, presque insensiblement, réformes après réformes, les poches du pouvoir bourgeois seront réduites, puis résorbées.

Au niveau économique, le gouvernement d'unité populaire, appuyé par le mouvement des masses, renforcera constamment le poids du secteur public (extension des nationalisations et des prises de contrôle) et de la planification (contrôle ouvrier, auto-gestion dans le cadre de l'application du plan). Au niveau politique, il assurera la démocratisation des institutions et la diffusion du pouvoir vers le bas.

La phase de transition est conçue, conformément à la tradition réformiste, comme une période prolongée de modifications progressives des rapports de propriété et de production, la société bourgeoise glissant lentement vers le socialisme.

La critique de ce schéma est vieille comme la polémique entre réformistes et révolutionnaires. Quoi qu'en dise le C.E.R.E.S., l'application, même massive et immédiate du Programme commun, ne prive pas la classe dominante des leviers de commande économiques et politiques. L'essentiel des forces productives et de l'investissement reste dans les mains du grand capital. Le secteur public est élargi, mais non dominant. La non-nationalisation du commerce extérieur, l'intégration persistante dans le marché capitaliste mondial renforce l'emprise du secteur privé sur l'économie nationale. Les remaniements apportés à l'appareil d'Etat ne change pas sa nature. Il reste un appareil d'Etat bourgeois, dans ses structures, dans ses fonctions, dans son haut-personnel.

Dès lors l'institutionnalisation du « double pouvoir » que préconise le C.E.R.E.S. pour une longue période est un leurre. L'économie et la société, pas plus que les entreprises, ne peuvent fonctionner durablement selon deux logiques contradictoires. La dualité de pouvoir peut se développer sur une courte période d'intense lutte de classes. Elle ne peut s'éterniser. Elle débouche nécessairement sur la centralisation de chacun des pouvoirs et leur affrontement. Il faut que l'un ou l'autre l'emporte et impose sa loi : ou bien le gouvernement des organisations ouvrières, s'appuyant résolument sur l'essor du mouvement de masse, met à profit sa victoire pour révolutionner à court terme la société

— ce qui implique la nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnités ni rachat, de toutes les grandes entreprises, la nationalisation du commerce extérieur, le démantèlement de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par un autre type d'Etat, articulé sur les conseils... — ou bien le gouvernement d'Union de la gauche décrète rapidement « la pause » et cherche à rassurer le grand capital — ce qui implique la répression du mouvement de masse et la gestion loyale du système.

Mais aucun gouvernement ne peut en même temps rassurer le capital (c'est-à-dire lui garantir les meilleures conditions d'exploitation et d'accumulation), et promouvoir la transition au socialisme (c'est-à-dire entériner les propositions de nationalisation avancées par les travailleurs, encourager leur contrôle sur la gestion des entreprises privées et les administrations, stimuler leur organisation autonome en « conseils », protéger leur mouvement contre les violences fascistes, etc.).

Il s'agit là, c'est évident, d'objectifs incompatibles. Entre la gestion loyale du système, quelle qu'en soit le prétexte, et la révolution socialiste, il n'y a pas de troisième voie. Les bureaucraties ouvrières choisiront, comme d'habitude, la collaboration de classes. S'il est vrai qu'en France l'avènement d'un gouvernement P.C.-P.S. peut être un point de passage obligé dans la marche au socialisme, c'est exclusivement dans la mesure où il précipite une conjoncture de débordement massif des directions réformistes par la base ouvrière. C'est ce débordement qu'il faut préparer. On n'y contribue pas en propageant des illusions sur le passage pacifique et progressif au socialisme, sous l'égide de Fabre, Mitterrand et Marchais. En jouant sa partition (sophistiquée) dans le concert réformiste, le C.E.R.E.S. contribue à désarmer les travailleurs face aux épreuves qu'ils devront affronter. Il refuse de préparer d'ores et déjà ces affrontements.

La « recomposition du mouvement ouvrier »

Pour rendre crédible sa stratégie politique, le C.E.R.E.S. a enfin besoin de s'auto-mystifier sur la nature des partis ouvriers traditionnels.

Il lui faut faire passer ces partis pour ce qu'ils ne sont pas, esquisser systéma-

tiquement l'analyse rigoureuse de ce qu'ils sont, quitte à leur prodiguer des sarcasmes. À quoi ressemblerait en effet la stratégie du C.E.R.E.S., si elle n'occultait pas la nature foncièrement bureaucratique et conservatrice des appareils ? Pour le C.E.R.E.S., ce sont les appareils du P.S. et du P.C. qui sont les agents de la transformation socialiste de la France. Certes, sous la pression des masses, et sous réserve de leur mutation respective. Mais pour le C.E.R.E.S., ces mutations sont précisément possibles : le P.C. et le P.S. sont deux partis ouvriers passablement tarés. L'un et l'autre ont leurs démons : le P.S. est sujet à la collaboration de classes. Il est réceptif aux « sirènes centristes ». Le P.C. est un parti révolutionnaire de tradition léniniste. Il partage une conception centraliste, autoritaire, bureaucratique du socialisme. Il est fermé à la démocratie.

Les « démons » du P.C. et du P.S. sont rigoureusement symétriques. Ainsi leur somme s'annule : l'unité de la gauche enclenche un processus de régénérescence des partis ouvriers : « *La stratégie unitaire, concrétisée par le Programme commun de gouvernement, écrivent les dirigeants du C.E.R.E.S., est un moyen de faire évoluer le P.S. et le P.C., de les changer l'un par l'autre, les plaçant dans une situation radicalement nouvelle et en instaurant entre eux un rapport d'émulation. En ce qui concerne le P.S., par exemple, c'est l'unité qui a imposé au parti, comme une question de vie ou de mort, sa résurrection militante...* (1) »

L'alliance avec le P.C., sur la base du Programme commun de gouvernement, ancre le P.S. à gauche. Le P.S. recrute alors à son image : il s'implante dans les couches ouvrières et salariées. La nouvelle base du P.S. ne se reconnaît pas dans les caciques de la S.F.I.O. et les notables. Elle appuie les tendances de gauche, et notamment la plus conséquente d'entre elles, le C.E.R.E.S.

Ce renouvellement finit par se répéter au niveau de l'appareil local rapidement dans les nombreux départements où l'ex-S.F.I.O. était moribonde ou inexistante (Est et Ouest de la France, région parisienne, etc., toutes zones de force du C.E.R.E.S.). Plus lentement dans les départements de vieille implantation social-démocrate. Le nouveau du P.S. devrait *grosso*

modo suivre le cours de la fédération de la Loire : l'afflux massif des militants C.F.D.T., P.S.U. et inorganisés combattifs à littéralement submergé l'ancien appareil de notables. Ceux-ci ont perdu la majorité ; ils ont préféré rejoindre les radicaux de gauche plutôt que de se retrouver à la base, dans un parti socialiste rénové. Cette régénérescence par la base est possible, dit le C.E.R.E.S., parce que le P.S. est un parti réellement démocratique (*sic*). Ce sont les sections qui désignent les candidats aux diverses élections. Le renouvellement des sections peut donc se traduire par un réel renouvellement de l'appareil. La croissance du C.E.R.E.S. n'est d'ailleurs elle-même qu'un indice de cette possibilité.

Peu à peu, concluent les dirigeants du C.E.R.E.S., « *le système bureaucratique-électoral au service des caciques locaux se verra démantelé. S'y substituera une structure militante, capable d'une action politique réelle et suivie* (1). » Un parti de la transition au socialisme.

Quant au P.C., sa mutation depuis la signature du Programme commun ne serait pas moins grande : en réalité, c'est son processus de déstalinisation qui se trouve qualitativement accéléré. Le P.C. s'est déjà prononcé pour le mulplicitarisme, l'alternance, la « gestion démocratique » des entreprises nationalisées, etc. Il sera amené à renoncer de plus en plus à son modèle de socialisme autoritaire et bureaucratique, à se tourner de plus en plus vers le socialisme démocratique. Cette évolution est incompatible, à terme, avec l'allégeance au bloc soviétique, organisé selon des principes tout différents. Il est piquant de constater, dans la polémique P.S.-P.C., que jamais le C.E.R.E.S. ne discute la caractérisation du P.C. comme parti ouvrier révolutionnaire. Qu'il s'agisse d'un parti réformiste stalinien contre-révolutionnaire, ce qu'attestent et la théorie et l'histoire, voilà une idée qui n'effleure même pas les dirigeants du C.E.R.E.S. Le fond de l'argumentation du C.E.R.E.S., dans cette polémique, développé encore par Jean-Pierre Chevènement au congrès de Pau, se résume en un long plaidoyer sur le caractère non définitif, non irrémédiable du réformisme du P.S. : ne vous considérez pas comme le seul parti révolutionnaire, dit Chevènement au P.C. Et ne nous considérez pas comme un parti par essence

(1) *Frontière* no 18, p. 23.

(1) *Frontière* no 18, p. 28.

réformiste. Aidez-nous plutôt à franchir le Rubicon. Le P.S. peut devenir un authentique parti socialiste, définitivement débarassé des séquelles de la social-démocratie. Aujourd'hui il est au milieu du gué. Ne le repoussez pas sur l'autre rive. Aidez-le à traverser. C'est la meilleure garantie de longévité de l'Union de la gauche. Car de deux choses l'une : « *Ou bien le P.S. est un parti réformiste et l'union n'a plus de sens et risque de tomber dans le réformisme — dès lors qu'il n'y est plus une force d'appoint. Il faut la rompre — ou la compromettre assez pour que s'éloignent les espoirs de la victoire. Ou bien le P.S. concourt à l'égalité à l'application du Programme commun, à la conduite du processus de transition, au pouvoir socialiste : il fait lui aussi la révolution socialiste. Mais alors le P.C.F. n'est plus le seul parti révolutionnaire. Il y en a au moins deux (1).* »

Ainsi, le P.C. serait un parti révolutionnaire, de tradition stalinienne certes, mais susceptible d'une mutation démocratique. Le P.S. serait un parti social-démocrate — un parti réformiste — en pleine transition vers un parti socialiste authentique, c'est-à-dire instrument d'une révolution socialiste autogestionnaire. Ce double processus de mutation, qui devrait aboutir à terme à la fusion organique des deux partis, est induit par la dynamique de l'unité. C'est la vision très particulière que le C.E.R.E.S. propose de la recomposition du mouvement ouvrier. Le rôle historique du C.E.R.E.S., dans ce processus, est d'agir sur les conditions d'ensemble de sorte que l'évolution se déroule au mieux : garantir d'abord la pérennité de l'Union de la gauche sur la base du Programme commun ; défendre ce programme contre toute velléité d'abandon. Agir au sein du P.S. pour stimuler la mutation du parti. Agir au sein de l'Union de la gauche afin de porter au maximum « l'émulation » entre ses composantes, etc. Pour assurer ce rôle d'aiguillon, le C.E.R.E.S. doit être à la direction du parti. Quoi qu'il dise des possibilités de redressement du parti par le renouvellement de sa base, le projet du C.E.R.E.S. ne vise pas à constituer une opposition de gauche au sein du parti. Il ne s'imagine pas que la mutation du P.S. peut s'opérer au moyen d'un changement graduel de majorité, l'opposition passant de 25 % à 35, 45 puis

51 % des mandats. Cette mutation peut et doit s'opérer comme conséquence de la dynamique politique et sociale dans laquelle le P.S. se trouve impliqué. Pour agir sur cette dynamique, il faut être à la direction, non dans l'opposition. Si un passage dans l'opposition est parfois nécessaire, voire inévitable, il ne s'agit pas d'une tactique à long terme. Le but du C.E.R.E.S. est de revenir au secrétariat du parti sur la base d'un meilleur rapport de force.

L'heure des choix

Ces analyses du C.E.R.E.S. sur la nature des grands partis ouvriers et leur possible évolution ne tiennent pas debout. Le redressement du P.S., par régénération en ondes successives de la base au sommet est une vue de l'esprit. La social-démocratie n'est pas un travers psychologique, une propension opportuniste à laquelle sont portés certains individus dans certaines circonstances. C'est une politique correspondant aux intérêts d'une couche sociale donnée, d'une fraction de la bureaucratie ouvrière, en France, sa fraction la plus conservatrice (1). Le P.S., c'est d'abord et avant tout la bureaucratie municipale héritée de la S.F.I.O., l'amicale des 30 000 élus, intégrés peu ou prou à l'appareil d'Etat bourgeois, et dont le porte-parole et le plus pur représentant reste Mauroy. C'est ensuite la pléiade de technocrates modernistes, attirés par la proximité du pouvoir, dont les conventionnels constituent le type, mais qui compte maints représentants chez les amis de Rocard. C'est enfin une fraction de la bureaucratie syndicale : bureaucratie de la F.E.N. et de F.O. hier, désormais renforcés par la fraction majoritaire de l'appareil C.F.D.T.

Tout ce beau monde a également un projet, dont le C.E.R.E.S. parle peu : transformer la vieille social-démocratie française, vermoulue et décadente, en parti travailliste moderne, drainant les voix des nouvelles couches salariées et embrayant sur les luttes.

Les nouveaux notables socialistes et les

(1) Cette incompréhension de la dégénérescence bureaucratique et de ses effets sur la pérennité du système capitaliste, Jean-Pierre Chevènement l'exprime ingénument dans son livre : « *Où faut-il chercher les raisons de l'extraordinaire longévité du vieux bonhomme capitaliste ? En ceci justement que le socialisme n'est plus, en fait, une utopie, ni pour la masse de la population, ni pour la majorité de la classe ouvrière, ni même pour les socialistes. L'expérience des régimes de démocratie populaire n'y est pas pour rien...* », p. 156.

Le vieux, la crise, le neuf, p. 156.

(1) *Frontière* no 21, p. 15.

jeunes technocrates de gauche s'efforcent évidemment d'opérer cet *agiornement* du P.S. à la faveur de l'afflux d'adhésion actuel. Le projet du C.E.R.E.S. se heurte dans une certaine mesure (dans une certaine mesure seulement) au leur. C'est pourquoi ils ont exigé et obtenu l'éviction du C.E.R.E.S. de la direction du parti.

La structure éminemment bureaucratique de celui-ci confère à l'appareil un poids déterminant. Ceux qui sont maîtres de l'appareil (les Mauroy, les Mitterrand, etc.) disposent des moyens de contrôler les effets du renouvellement partiel de la base du parti. Ceux-là sont bel et bien des sociaux-démocrates et en aucune façon des révolutionnaires socialistes. C'est un leurre complet de s'imaginer que la dynamique sociopolitique de l'Union de la gauche pourrait les métamorphoser ou les rejeter dans les limbes.

Le P.S. est irredressable comme parti socialiste. Il ne peut que donner naissance à une social-démocratie modernisée, ou bien régresser à l'état antérieur. Il peut encore connaître en son sein le développement d'une gauche socialiste. Mais la recomposition du mouvement ouvrier ne passe pas par sa régénérescence. Elle passe au mieux par sa scission. Telle n'est pas la perspective du C.E.R.E.S. Celui-ci n'a ni réelle autonomie stratégique, ni réelle autonomie au niveau de ses perspectives organisationnelles. C'est pourquoi il est condamné au rôle de flanc-garde de la bureaucratie réformiste. Quant à l'idée que la dynamique de l'Union de la gauche entraînerait à la longue une mutation du P.C. de « parti révolutionnaire bureaucratique » en « parti révolutionnaire démocrate », elle procède d'une complète ignorance de ce que sont les partis staliniens, de la nature de leur lien avec l'U.R.S.S., etc. S'il est vrai que ces partis ne restent pas immobiles, ils sont engagés dans un processus à long terme de dégénérescence social-démocrate, non de régénérescence révolutionnaire.

La recomposition du mouvement ouvrier, processus historique en cours, passe évidemment par les partis ouvriers traditionnels ; elle ne passe pas par leur redressement interne, mais par des regroupements, des crises et des scissions en leur sein, sous l'effet du développement de la lutte des classes, marqué par l'action d'un pôle révolutionnaire autonome, le parti révolutionnaire que nous construisons.

En l'absence d'échéance électorale rapprochée, la polémique entre le P.C. et le P.S. va se poursuivre, avec des hauts et des bas. Pour le P.C.F., il s'agit d'enrayer l'expansion du Parti socialiste, de raffermir son hégémonie sur la classe ouvrière, de plus en plus menacée.

Dans ce contexte, le C.E.R.E.S. peut maintenir et consolider ses positions : ses dirigeants espèrent bénéficier de l'incapacité du personnel politique majoritaire à appliquer l'orientation définie à Pau. Ils entendent simultanément se livrer à un fructueux jeu de clivages : sur l'unité d'action avec le P.C., et au niveau syndical, avec la C.G.T., sur la tactique des luttes, la rénovation du parti, etc., le C.E.R.E.S. compte opposer ses propres positions aux initiatives de la majorité. C'est à travers ces batailles internes au P.S., plus qu'au moyen d'initiatives militantes, que le C.E.R.E.S. espère progresser.

Dans un premier temps, il peut marquer des points. Tout indique aujourd'hui que son influence s'étend sensiblement dans la C.F.D.T. Dans bien des départements de faible tradition social-démocrate, il attire pour une part la même base militante que le P.S.U. Ces succès sont gros de problèmes pour la direction du C.E.R.E.S.

Le projet de François Mitterrand et de la majorité du parti, c'est l'élargissement de l'Union de la gauche en un véritable front populaire, fortement lesté au centre, en vue de l'exercice du pouvoir dans le cadre du système.

La tactique du C.E.R.E.S. — pousser discrètement toujours plus à gauche la direction du parti — se heurte à d'étroites limites. On l'a vu, encore une fois, au cours de la campagne présidentielle. A moyen terme surviendra en France une situation où entre le mouvement des masses et la politique des directions réformistes, il faudra clairement choisir. Le « balancement circospect » et l'inventivité conceptuelle ne seront alors d'aucun secours : entre l'organisation du débordement et la participation à la normalisation, il n'y aura pas de troisième voie. Il nous faut agir dès maintenant pour que le plus grand nombre possible de militants du C.E.R.E.S. optent alors contre la « pause » pour le socialisme.

février 1975.
Henri WEBER,